Séance publique du 26 novembre 2001

Délibération n° 2001-0345

commission principale : finances et institutions

commune (s) : Lyon 3°

objet : **184, rue Garibaldi - Indemnisation à l'amiable - Protocole d'accord avec la société Martorell (Maison de l'entrecôte)**

service : Délégation générale aux affaires générales - Service marchés publics et affaires juridiques

Le Conseil,

Vu le rapport du 8 novembre 2001, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Pour la réalisation des travaux de démolition de la passerelle enjambant la rue Garibaldi et des escaliers d'accès, la Communauté urbaine, maître d'ouvrage, a dû demander à la société Martorell de fermer son établissement de restauration, du 16 juillet au 7 août 2001, par mesure de sécurité.

De ce fait, la société Martorell a fait état d'un préjudice financier lié à la période de fermeture.

Conformément à la délibération du 24 novembre 1997 portant création de la commission d'indemnisation amiable des commerçants et artisans à l'occasion des travaux, la société Martorell a saisi le tribunal administratif de Lyon d'une demande de référé-expertise.

Le Tribunal administratif a donc désigné par ordonnance un expert aux fins de rechercher tous les éléments relatifs à l'existence, aux causes et à l'importance du préjudice économique et financier subi par cet établissement.

L'expert estime le préjudice global à 101 184 F auquel s'ajoute le préjudice lié aux dégâts occasionnés à l'auvent, soit 6 020 F.

La commission d'indemnisation s'étant réunie pour examiner ce dossier le 20 février 2001, a proposé d'indemniser la société Martorell, à hauteur de 20 000 F, et de conditionner le versement d'un complément de 70 000 F à la production de justificatifs, majoré des frais de réparation de l'auvent qui ne seraient pas couverts par les assurances.

Cette proposition a été portée à la connaissance de la société Martorell qui l'a acceptée après avoir apporté les précisions attendues quant à l'incidence d'une mise en congés de son personnel pendant ladite fermeture et sur le non-remboursement des dommages occasionnés à ses installations lors des travaux.

Aussi est-il convenu que la Communauté urbaine accepte d'indemniser la société Martorell, cette dernière ayant fait part à la Communauté urbaine de son accord sur l'indemnisation proposée par la commission.

En effet, le protocole d'accord à intervenir avec la société Martorell vaut transaction au sens des dispositions des articles 2044 et suivants (notamment l'article 2052) du code civil et met fin à tout litige entre les parties à propos d'un préjudice dû aux travaux d'aménagement de la rue Marietton pour la période prise en compte par l'expertise.

En conséquence, la société Martorell s'engage à renoncer à tout recours portant sur le même objet envers la Communauté urbaine.

Ce protocole sera soumis aux deux conditions suspensives suivantes :

- l'approbation du conseil de Communauté,
- l'absence de déféré préfectoral ;

Vu ledit dossier ;

Vu sa délibération en date du 24 novembre 1997 ;

Vu la proposition de la commission d'indemnisation en date du 20 février 2001 ;

Vu les articles 2044 et suivants du code civil ;

Oùï l'avis de sa commission finances et institutions ;

Oùï l'intervention de monsieur le rapporteur précisant qu'il convient de lire dans le délibère, au dernier paragraphe :

il convient de remplacer :

1° - Approuve ledit protocole par lequel la Communauté urbaine accepte de verser la somme de 107 204 F à la société Martorell.

par :

1° - Approuve ledit protocole par lequel la Communauté urbaine accepte de verser la somme de 96 020 F à la société Martorell.

DELIBERE

1° - Accepte les modifications proposées par monsieur le rapporteur.

2° - Approuve ledit protocole par lequel la Communauté urbaine accepte de verser la somme de 96 020 F à la société Martorell en réparation du préjudice découlant de la demande de fermeture de son commerce et des dégâts occasionnés à ses installations (auvent).

3° - Autorise monsieur le président à le signer.

4° - La somme versée pour solde de tout compte sera imputée au budget principal de la Communauté urbaine - exercices 2001 et suivants - compte 671 800 - autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,